

Gros, que je vous demande d'accepter, ainsi que le Conseil national, qui nous conduit à vous proposer la transformation en postulat. Il s'agit de se rendre compte que nous n'avons pas ici, au plan fédéral, toutes les compétences pour donner l'ordre, l'indication ou la volonté, notamment aux gouvernements cantonaux, de procéder à cette adaptation. Le respect du fédéralisme nous incite à vouloir réserver la situation des marchés publics cantonaux ou communaux qui ne nous permettent pas ici, de Berne, de les englober purement et simplement: je réponds oui, s'agissant des marchés publics fédéraux, et dans une certaine mesure des marchés publics des régions fédérales, encore que, là aussi, on pourrait faire quelques réserves.

Mais assurément, en tout cas s'agissant des marchés publics ouverts par les cantons et par les villes, il y a là une réserve institutionnelle qui me conduit à vous demander de considérer le point 2 de votre motion en tant que postulat.

Par ailleurs, pour le point 1 et les points 3 à 6 vous avez l'assurance que nous allons dans le bon sens.

Je précise encore une fois qu'en procédant à cet effort de revitalisation, à cet effort nécessaire, si nous en avons la force – je souhaite que nous l'ayons – et si nous sommes capables de procéder de manière autonome à ces transformations, ce sera bien et même très bien, mais nos bonnes dispositions et nos heureuses décisions ne signifieront pas que nous obtenions de nos partenaires économiques proches et principaux la réciproque. En d'autres termes, ce que nous n'avons pas retenu de l'Espace économique européen par la décision du 6 décembre, nous ne le récupérerons par ce moyen, en appliquant fidèlement cette motion, que partiellement et encore – je le répète – si tant est que nous sommes capables de ce rattrapage. Je donne rendez-vous à tous ceux qui ont, pendant les débats parlementaires notamment, dit au Conseil fédéral qu'il n'y avait pas de problème et que les solutions miracles «y'a qu'à» allaient s'appliquer. J'espère que la même ferveur qui les a poussés à réaliser en particulier le paquet Eurolex, les poussera à réaliser ici, avec leur propre force, ce même programme de transformation et que ce programme n'exigera pas des années de réalisation, en d'autres termes que l'on aura la même vitalité, la même force combative que l'on a affichée en campagne pour, au pied du mur là où l'on reconnaît le maçon et le franc-maçon, avoir la force d'accomplir cette transformation. Il attend avec intérêt cette capacité. Le Conseil fédéral conduit. Il proposera à votre assemblée, au premier trimestre de l'année prochaine la réalisation des premiers points de la motion dont nous discutons aujourd'hui. C'était ma première remarque. J'en ai une seconde.

Je souhaite que nous n'essayions pas de réduire les programmes de remplacement de l'Espace économique européen à des programmes de revitalisation. Ils sont intéressants, ils sont nécessaires. Ils ne pourraient en aucun cas tenir lieu de programme économique européen, ce qu'apportait l'Espace économique européen. Vous n'êtes donc en présence, avec une telle motion, que d'une partie de la réponse que nous devons avoir et encore celle-ci – je dois le répéter en toute clarté, je l'ai déjà dit à l'heure des questions – si elle s'accomplit, elle devra s'accomplir dans le respect de trois acquis essentiels: l'acquis social, l'acquis environnemental et l'acquis régional. Alors pas de biais, pas de discussion sur ce point! Nous avons déjà beaucoup à faire dans les domaines que vise votre motion. Nous le ferons, mais pas au mépris d'un certain nombre d'acquis humains qui nous feraient retourner à la loi de la jungle. Telle n'est pas l'intention du Conseil fédéral. J'espère vous avoir ainsi dit quels étaient les chances du genre, mais quelles étaient aussi, après le 6 décembre, ses limites.

M. Gros Jean-Michel: Je comprends tout à fait les réticences fédéralistes du Conseil fédéral quant au point 2., mais les motionnaires y avaient bien songé, il ne s'agit effectivement pas de demander l'ouverture au secteur privé des marchés des entreprises publiques cantonales ou communales – nous ne le permettrions pas – il s'agit uniquement des régions fédérales. Cela figure dans le texte: «2. d'ouvrir au secteur privé les marchés où les entreprises publiques et les régions fédérales exercent une position dominante ou de monopole.»

C'est pourquoi, au nom du groupe libéral et des cosignataires, je vous demande de maintenir le point 2 sous forme de motion.

Punkte 1, 3–6 – Points 1, 3–6  
Ueberwiesen – Transmis

Punkt 2 – Point 2

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Motion

78 Stimmen

Für Ueberweisung als Postulat

45 Stimmen

92.3219

## Motion Frey Walter

### Reformen in der schweizerischen Arbeitsmarktpolitik

### Réforme de la politique du marché du travail en Suisse

Wortlaut der Motion vom 12. Juni 1992

Die heute vorherrschenden Bedingungen im schweizerischen Arbeitsmarkt behindern das Anpassungsvermögen der Volkswirtschaft an veränderte aussenwirtschaftliche Rahmenbedingungen sowie an neue binnenwirtschaftliche Verhältnisse.

Hausgemachte Schranken im schweizerischen Arbeitsrecht wie das Fehlen einer allgemeinen Anerkennung von Diplomen oder kantonale Zugangsbeschränkungen behindern die Mobilität auf dem Arbeitsmarkt. Zudem erweisen sich diese Schranken als Belastung für den Investitions- und Produktionsstandort Schweiz.

Die heutige Fremdarbeiterpolitik führt zu einer Verzögerung von notwendigen Strukturanpassungen und zu regionalwirtschaftlichen Verzerrungen, indem Branchen und Regionen mit überdurchschnittlichem Bedarf an weniger qualifizierten Arbeitskräften systematisch begünstigt werden. Dies geht zu Lasten von Wirtschaftszweigen, die einen hohen Bedarf an hoch- und höchstqualifizierten Arbeitnehmern aufweisen.

Bei den zu treffenden Massnahmen geht es vor allem darum, flexible Arbeitsmarktbedingungen zu schaffen. Das berechtigte Schutzinteresse der Arbeitnehmer darf dabei selbstverständlich nicht in Frage gestellt werden. Dazu benötigt die Schweiz vordringlich ein flexibles, leistungsfähiges und bedarfsgerechtes Aus- und Weiterbildungssystem. Uebermässige Reglementierungen wie Mindestlohnvorschriften, erzwungene Lohnnivellierungen sowie ein überzogener Kündigungsschutz sind abzubauen. Die Marktzutrittsbeschränkungen (fehlende Anerkennung von Diplomen, beschränkter Zugang zu freien Berufen) sind zu beseitigen.

Die Arbeitsschutzgesetzgebung soll generell den gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und technologischen Veränderungen besser Rechnung tragen. Nur so kann die Arbeitsproduktivität als wesentlicher Bestimmungsfaktor der Wettbewerbsfähigkeit weiter verbessert werden. Das Nachtarbeitsverbot für Frauen ist aufzuheben. Für die Gestaltung und Fortentwicklung des Arbeitsrechtes haben die Sozialpartner auch in Zukunft wichtige Funktionen zu übernehmen.

Bei den notwendigen Änderungen in der Fremdarbeiterpolitik ist die humanitäre Asylpolitik von einer arbeitsmarktpolitisch ausgerichteten Ausländerpolitik klar zu trennen. Im Vordergrund hat dabei die eingangs erwähnte dringend notwendige Verschiebung der Gewichtung von unqualifizierten Arbeitskräften zugunsten hoch- und höchstqualifizierter Arbeitskräfte zu stehen.

Soweit sinnvoll soll sich die Schweiz an internationalen Massnahmen im Bereich der Asylpolitik (Erstasylabkommen etc.)

beteiligen. Autonome Schutzmassnahmen sind vorzusehen, um ein Ansteigen des Ausländerbestandes auf ein politisch und sozial nicht verkraftbares Niveau zu verhindern.

Unter Berücksichtigung dieser Ausführungen fordere ich den Bundesrat auf, dem Parlament umgehend die zur Erreichung einer wirksamen Verbesserung des schweizerischen Arbeitsmarktes nötigen Gesetzesreformen zu unterbreiten. Insbesondere betroffen sind davon:

- das Bundesgesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel wie die Bestimmungen über den Arbeitsvertrag (10. Titel Obligationenrecht);
- das Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer;
- entsprechende Gesetzesbestimmungen im Sinne einer allgemeineren Anerkennung von Diplomen oder kantonalen Zugangsbeschränkungen und einer bedarfsgerechteren Berufsausbildung (Art. 33 Abs. 2 BV; Art. 34ter Bst. g BV).

#### *Texte de la motion du 12 juin 1992*

Les conditions qui règnent aujourd'hui sur le marché suisse du travail limitent la capacité d'adaptation de l'économie nationale aux conditions-cadres de notre économie extérieure ainsi qu'au nouveau contexte économique intérieur.

Des obstacles internes découlent du droit suisse du travail: ainsi, l'absence d'une reconnaissance générale des diplômes ou des limitations cantonales de l'admission à certaines professions gênent la mobilité sur le marché du travail. En outre, de tels obstacles entravent les investissements et la production en Suisse.

La politique actuelle à l'égard de la main-d'oeuvre étrangère retarde les adaptations structurelles nécessaires et mène à des distorsions en matière d'économie régionale, du fait que des branches et des régions qui nécessitent un nombre de travailleurs moins qualifiés supérieur à la moyenne sont systématiquement privilégiées, au détriment de secteurs économiques dont les besoins en main-d'oeuvre hautement qualifiée sont importants.

Les mesures qui s'imposent devront créer avant tout des conditions souples sur le marché du travail sans que, bien évidemment, l'intérêt légitime des travailleurs à bénéficier d'une protection soit remis en cause. Dans cette optique, la Suisse a besoin pour l'essentiel d'un système souple, performant et adéquat de formation et de perfectionnement. Des réglementations trop contraignantes, qui visent notamment le salaire minimal, le nivellement forcé des rémunérations ou une protection trop poussée contre les licenciements doivent être abolies. Les obstacles à l'accès au marché (non reconnaissance des diplômes, admission limitée aux professions libérales) doivent disparaître.

En général, la législation relative à la protection de l'emploi doit mieux tenir compte des évolutions sociales, économiques et technologiques: ce n'est qu'ainsi que la productivité du travail, en tant que facteur important de la compétitivité, pourra être améliorée. L'interdiction du travail de nuit des femmes doit être supprimée. Les partenaires sociaux conserveront un rôle important dans la conception et le développement ultérieur du droit du travail.

Les changements nécessaires dans la politique à l'égard de la main-d'oeuvre étrangère exigeront une distinction claire entre une politique d'asile humanitaire et une politique des étrangers fondée sur les impératifs du marché du travail. Il s'agit d'abord, comme indiqué ci-devant, de privilégier davantage la main-d'oeuvre hautement qualifiée que les travailleurs non qualifiés.

Si cela s'avère raisonnable, la Suisse doit s'associer aux mesures internationales prises en matière d'asile (convention sur le pays de premier asile, etc.). Des mesures protectionnistes propres à la Suisse devront être prévues dans le but d'éviter que l'effectif des étrangers atteigne un niveau politiquement et socialement insupportable.

Compte tenu des raisons exposées, le Conseil fédéral est chargé de soumettre dans les meilleurs délais au Parlement les réformes législatives propres à une amélioration effective de la situation sur le marché suisse du travail. Il s'agit notamment:

- de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce, ainsi que les dispositions sur le contrat de travail figurant au titre dixième du code des obligations;
- de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers;
- de dispositions législatives visant à généraliser la reconnaissance des diplômes, à harmoniser les limitations cantonales de l'admission à certaines professions et à garantir une formation professionnelle mieux adaptée aux besoins (art. 33 2e al. et 34ter let. g cst.).

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Allenspach, Aregger, Aubry, Baumberger, Berger, Binder, Blocher, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Bürgi, Caccia, Cavadini Adriano, Chevallaz, Cincera, Daepf, David, Dettling, Eggly, Fehr, Fischer-Häggingen, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Claude, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giger, Gros Jean-Michel, Grossenbacher, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Hess Otto, Hildbrand, Iten Joseph, Jäggi Paul, Kühne, Leu Josef, Mamie, Mauch Rolf, Maurer, Miesch, Mühlemann, Müller, Narbel, Nebiker, Neuenschwander, Oehler, Perey, Philipona, Pidoux, Poncét, Raggenbass, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Rutishauser, Sandoz, Savary, Scheidegger, Schmied Walter, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Spoerry, Stamm Luzi, Steinegger, Stucky, Suter, Vetterli, Wittenwiler, Wyss Paul, Zölch (73)

#### *Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

#### *Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*vom 9. September 1992*

#### *Rapport écrit du Conseil fédéral*

*du 9 septembre 1992*

Ein anpassungsfähiger Arbeitsmarkt gehört mehr denn je zu den entscheidenden Erfolgsfaktoren einer leistungsstarken und zur Innovation fähigen Volkswirtschaft. Damit sind eine zeitgemässe und europataugliche Arbeitsgesetzgebung und Ausländerpolitik sowie ein zukunftsgerichtetes Aus- und Weiterbildungssystem Schlüsselgrössen für den Erfolg des Wirtschaftsstandortes Schweiz. Der EWR und die mit diesem verbundenen strukturellen Veränderungen beinhalten wesentliche Schritte in Richtung des von den Motionären angestrebten Ziels. Weitere sind teils realisiert, teils geplant.

Die von den Motionären geforderte Revision des Arbeitsgesetzes ist bereits in die Wege geleitet. Den vorgebrachten Anliegen wird dabei insofern Rechnung getragen, als die geltenden Sonderschutzbestimmungen für die Frauen, namentlich im Bereich der Nacht- und Sonntagsarbeit, aufgehoben werden sollen, soweit sie nicht auf einer geschlechtsspezifischen Notwendigkeit (z. B. Schwangerschaft) beruhen. Gleichzeitig soll jedoch im Sinne der Gleichstellung von Frau und Mann der Schutz aller in der Nacht und am Sonntag Beschäftigten verbessert werden. Der Bundesrat ist auch bereit, unter Berücksichtigung der Anliegen des Arbeitnehmerschutzes zu prüfen, ob auch mit der Revision von Bestimmungen des Obligationenrechts über den Arbeitsvertrag die Flexibilität des Arbeitsmarktes verbessert werden kann.

In bezug auf die in der Motion angesprochenen «Mindestlohnvorschriften» ist daran zu erinnern, dass das Bundesrecht keine gesetzlich verankerten Mindestlöhne kennt. Es gilt das Prinzip der Vertragsfreiheit. Mit der Entgegennahme des Postulats Salvioni vom 19. Juni 1992 (Garantie minimaler Arbeitsbedingungen) hat sich der Bundesrat bereit erklärt, die Frage der Minimallohne erneut zu prüfen, dies allerdings nur im Sinne einer sozialpolitischen Massnahme, beschränkt auf einzelne, eng umschriebene Wirtschaftszweige, Berufe und Regionen, in denen erhebliche Missbräuche tatsächlich festgestellt werden.

Was die Ausländerpolitik anbelangt, hat der Bundesrat schon mehrfach seine Ueberzeugung zum Ausdruck gebracht, dass eine Neuorientierung aus Gründen der weltwirtschaftlichen Verhältnisse, der Notwendigkeit von strukturellen Anpassungen und der Stärkung des Wirtschaftsstandortes Schweiz an

die Hand zu nehmen ist. Klare Aussagen dazu finden sich in seinem Bericht zur Ausländer- und Flüchtlingspolitik vom 15. Mai 1991, im Geschäftsbericht 1991 sowie in den Regierungsrichtlinien 1991–1995. Einen konkreten ersten Niederschlag hat diese Neuorientierung bereits in der Ausländerregelung 1991/92 gefunden. So wurden einerseits weniger Saisoniereinheiten freigegeben und andererseits die Höchstzahlen für Jahres- und Kurzaufenthalter angehoben, u. a., um die Nachfrage nach hochqualifizierten Arbeitskräften besser abdecken zu können. Der eingeleitete Trend soll mit der BVO-Revision 1992 weitergeführt werden.

Der Bundesrat teilt im weiteren die Auffassung des Motionärs, wonach im Interesse eines flexiblen Arbeitsmarktes wo immer möglich auf kantonale Zutrittsbeschränkungen verzichtet werden sollte. Mobilität und Freizügigkeit – auch bei den liberalen Berufen – gehören untrennbar zu einem funktionsfähigen Binnenmarkt Schweiz. Er wird deshalb abklären, ob der Bund mit Blick auf dieses Ziel und gestützt auf Artikel 33 Absatz 2 der Verfassung über das heutige Mass hinaus gesetzgeberisch tätig werden sollte.

Schliesslich ist der Bundesrat mit dem Motionär der Meinung, dass das Berufsbildungssystem mit Blick auf die Anpassungsfähigkeit unserer Volkswirtschaft zu stärken ist. Er wird die Gelegenheit nutzen, im Rahmen der Behandlung der gleichlautenden Motionen CVP-Fraktion und Kündig vom 9. Juni 1992 zur «Reform des schweizerischen Aus- und Weiterbildungssystems» über die diesbezüglich beabsichtigten und teilweise bereits in die Wege geleiteten Massnahmen zu orientieren.

Der Bundesrat wird die vielschichtigen Anliegen der Motionäre bei der Erarbeitung seines Programmes zur Revitalisierung des Wirtschaftsstandortes Schweiz berücksichtigen bzw. eingehend prüfen.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates  
Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat ist bereit, die Motion in bezug auf das Anliegen für ein bedarfsgerechtes Aus- und Weiterbildungssystem entgegenzunehmen. Er beantragt, sie in bezug auf die übrigen Punkte in ein Postulat umzuwandeln.

**Frey Walter:** Wie Sie aus den Unterlagen ersehen können, geht es hier um Reformen in der schweizerischen Arbeitsmarktpolitik. Diese Motion wurde zusammen mit den andern drei bürgerlichen Motionen eingereicht, ist also Teil des Revitalisierungspakets, vom dem bereits die Rede war.

Der Bundesrat empfiehlt Ihnen nun, von dieser angestrebten Reform vier Punkte in Postulats- und nur einen Punkt in Motionsform zu überweisen. Ich empfehle Ihnen, die Motion als Ganzes zu überweisen. Warum dies? Der Bundesrat hat in seiner Argumentation in bezug auf diese Motion hervorgehoben, dass einiges bereits verwirklicht sei und einiges im EWR-Bereich liege und vor der Verwirklichung stehe. Wie wir alle aber wissen, ist nun der EWR von Volk und Ständen abgelehnt worden. Darum habe ich das Gefühl, dass der Bundesrat auch zu den restlichen vier Punkten dieser Motion eine positive Stellung einnehmen und sie in Motionsform überweisen lassen könnte und nicht nur als Postulat.

Es geht bei den zu treffenden Massnahmen vor allem darum, flexible Arbeitsmarktbedingungen zu schaffen. Das berechnete Schutzinteresse der Arbeitnehmer darf dabei selbstverständlich nicht in Frage gestellt werde, l'acquis social, comme vous venez de dire, cher Conseiller fédéral Delamuraz. Aber wir wollen flexible Arbeitsmarktbedingungen erreichen, denn damit erreichen wir die bestmögliche Voraussetzung, die Geissel der heutigen Zeit, die Arbeitslosigkeit, zu bekämpfen. Ich glaube, es gibt niemanden in diesem Saal, der behaupten möchte, dass eine möglichst tiefe Arbeitslosigkeit nicht gleichzeitig auch die beste Sozialpolitik ist, die wir in diesem Rate miteinander beschliessen könnten. Darum möchte ich Sie auffordern, die gesamte Motion zu den Reformen in der schweizerischen Arbeitsmarktpolitik zu überweisen, und zwar als Motion, und nicht in vier Punkten als Postulat und in einem Punkt als Motion.

Ich danke dem Rat und wäre selbstverständlich auch dem Bundesrat dankbar, wenn er sich meiner Meinung anschliessen könnte.

**Leuenberger Ernst:** Es scheint heute nachmittag «Dampfwalzenpolitik» betrieben zu werden; das reizt mich immer ein wenig, doch noch einige Dinge festzuhalten. Auf das, was Herr Frey Walter jetzt so gesagt hat, wären eigentlich in jedem Parlament der Welt zwanzig Leute aufgestanden und hätten gesagt: Mein lieber Herr Frey, das alles, was Sie hier fordern – oder das meiste, wo etwas Fleisch am Knochen ist –, hätten Sie am 6. Dezember mit einem Ja haben können. Sie bringen Kraut und Kabis durcheinander, führen zuerst eine fremdenfeindlich-peinliche Kampagne, verhetzen das Volk, was zu einem Nein führt – Herr Gros Jean-Michel hat von einem katastrophalen Abstimmungsergebnis gesprochen –, und hinten-dreien kommen Sie, machen einen Mischmasch aus Fremdarbeiter- und Asylpolitik – bei der SVP nicht ganz ungewohnt, muss ich sagen –, kleiden das Ganze in eine Motion, nennen das Ganze «Deregulierung» und meinen, das trage irgend etwas zur Lösung aktueller wirtschaftlicher Probleme bei.

Es gibt bei Ihnen einen Satz: «Die heutige Fremdarbeiterpolitik führt zu einer Verzögerung von notwendigen Struktur Anpassungen ...» Wenn Sie das wirklich ernst meinen, dann sprechen Sie mit Ihren Gewerbefreunden – Baugewerbe beispielsweise, Gastgewerbe beispielsweise –, und ziehen Sie mit den entsprechenden Gewerkschaften gemeinsam an einem Strick und eliminieren Sie das Saisonierstatut, das genau die beschriebene Situation herbeiführt. Das wäre übrigens auch über den EWR zu haben gewesen.

Sie fahren dann weiter; Sie reden von «Mindestlohnvorschriften». Ich weiss nicht, ob Sie einige Zeit in Frankreich gelebt haben; dort hat man das «salaire minimum garanti». In der Schweiz gibt es eben keine gesetzlich vorgeschriebenen Mindestlöhne. Namentlich haben sich die Gewerkschaften ja immer dafür ausgesprochen, dass man solche Probleme auf dem Vertragsweg löst.

Aber es geht Ihnen ja um etwas ganz anderes; es geht Ihnen nämlich um die sogenannte Deregulierung im Rahmen des Kündigungsschutzes. Sie reden von «überzogenem Kündigungsschutz». Ich kann bloss bedauern, dass Sie damals nicht diesem Rat angehört, als wir den Kündigungsschutz im OR revidierten. Damals ist von allen Sprechern klar erklärt worden: Wir wollen eine Missbrauchsbekämpfung im Kündigungsschutz. Alles, was in diesem OR-Kündigungsschutz realisiert wurde, ist schlicht und einfach Missbrauchsbekämpfung. Ich nehme an, dass auch Sie, der Sie als rechtschaffener Mann bekannt sind, dazu stehen, dass im Arbeitsleben, im Wirtschaftsleben beim Aussprechen von Kündigungen jeder rechtliche Missbrauch mit der ganzen Härte des Gesetzes bekämpft wird. Sie können nicht einerseits Herrn Delamuraz zujubeln und sagen, Sie wollten den Acquis social nicht gefährden, und gleichzeitig etwas schnoddrig in die Landschaft schreiben, wir hätten in diesem Land einen überzogenen Kündigungsschutz. *Derlei ist schlicht und einfach nicht wahr.*

Ich höre auf zu reden. Sie wissen jetzt, wie es mir etwa ums Herz ist. Sie wollen heute nachmittag deregulieren, weil einige – wie Herr Frey Walter – ein bisschen ein schlechtes Gewissen haben wegen dem, was sie da ökonomisch angerichtet haben. Er soll nur sein schlechtes Gewissen noch ein bisschen mit sich tragen.

Ich bitte Sie, für die Behandlung dieser Vorstösse dem Bundesrat zuzustimmen. Indem er die Punkte dieser Motion mit einer Ausnahme zu Postulaten degradiert, beschreitet er, so glaube ich, den richtigen Weg.

**Frey Walter:** Ich habe drei Punkte:

Der erste Punkt, mein sehr geehrter Kollege Leuenberger Ernst, ist mein schlechtes Gewissen, das ich schon seit dem 12. Juni 1992 haben müsste. Das ist das Datum der Eingabe dieser Motion.

Der zweite Punkt betrifft den EWR. Gerade das ist ja der springende Punkt: Der EWR ist abgelehnt worden. Was wir jetzt tun können, ist, die schweizerische Lösung in bezug auf die Refor-

men des Arbeitsmarktes durchzuführen, und die beinhaltet den Acquis social.

Als drittes möchte ich Ihnen sagen, dass Sie die Motion vielleicht doch genau durchlesen sollten. Sie haben gesagt, ich mache eine Vermischung zwischen Asyl- und Fremdarbeiterrecht. Es steht aber auf der Seite 2 oben: «Bei den notwendigen Änderungen in der Fremdarbeiterpolitik ist die humanitäre Asylpolitik von einer arbeitsmarktpolitisch ausgerichteten Ausländerpolitik klar zu trennen.»

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Lorsque nous avons discuté de ce problème au Conseil des Etats, il s'est trouvé 28 conseillers aux Etats contre 2 pour dire que le Conseil fédéral avait raison de n'accepter de cette motion – elle était présentée au Conseil des Etats par M. Uhlmann et l'est au Conseil national par M. Frey Walter – comme motion que le passage relatif à une formation professionnelle mieux adaptée aux besoins. Là sont les domaines où le Conseil fédéral peut réellement agir sur motion de votre part, avoir les dispositions en main, comme il les aurait eues dans le Traité sur l'Espace économique européen qui, de lui-même, réglait l'ensemble de ces problèmes. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral, sur ce point, est d'accord avec la forme d'une motion.

Mais alors, Monsieur Frey Walter – puisque je dois aussi vous appeler par votre prénom pour ne pas confondre avec d'autres Frey qui pourraient se trouver dans la salle et qui «pousseraient aux frais» – j'aimerais vous dire qu'admettre les autres points de votre motion en tant que motion, c'est faire injure au peuple suisse qui vous a suivi et qui a dit non à l'Espace économique européen. En effet, tout cela était contenu dans le Traité sur l'EEE et, partiellement, dans l'Eurolex qui en était l'application. On voyait s'organiser les transformations dans le domaine de la loi sur le travail, au titre de la main-d'oeuvre, de la main-d'oeuvre étrangère en particulier. On voyait s'entreprendre comme un vol de joyeux oiseaux qui de l'Europe, dans un ciel bleu, allaient irriguer la Suisse, la réorganisation du séjour et de l'établissement des étrangers.

Tout cela était joyeusement et complètement compris dans l'Espace économique européen. Vous n'en avez pas voulu, vous n'avez donc pas voulu, en particulier, de ces conditions. Il faut que nous les rediscutions. Elles posent notamment toute une série de problèmes de compétence cantonale qui avaient été réglés harmonieusement avec les 26 gouvernements cantonaux, y compris celui de Zurich, dans l'organe de discussion.

Dès lors que cela n'est plus d'actualité et que l'EEE, au point de vue suisse, est enterré, c'est quelque chose que je dois renégocier, recommencer, et où je dois retrouver, avec le Conseil fédéral, une certaine unité de ton, une certaine longueur d'onde. Cela sera l'objet de la réunion des gouvernements cantonaux que MM. Koller, Felber et moi-même avons convoquée pour cette semaine à Berne, afin de battre le fer quand il est chaud. Mais si j'arrive devant eux avec une motion sur ces points, ces gouvernements cantonaux me diront: «Mais de quel droit nous donnez-vous des directives, parce qu'une motion vous a été imposée, pour modifier toute une série de relations que nous étions d'accord de corriger entre Confédération et cantons, tant et aussi longtemps qu'existait un régime Espace économique européen, mais qui, dès le moment où il n'existe plus, doit être l'objet de nouvelles négociations, de nouvelles discussions?»

Monsieur Frey Walter, l'état de grâce que nous avons obtenu, malheureusement sans vous, pendant l'été et l'automne, est terminé. Nous sommes maintenant en train de recommencer le chemin avec l'âpreté, avec la volonté qui est la nôtre. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral ne peut pas accepter, pas plus qu'au Conseil des Etats, les autres points de votre motion en tant que motion, et qu'il vous demande de les adopter comme postulat.

Déjà grand seigneur, le Conseil fédéral, comme d'habitude! Mais ce sont des objets de postulat, rien de plus. Je vous demande, pour respecter la cohérence, avec le Conseil des Etats d'abord, mais surtout pour respecter la cohérence du système, de dire oui à la motion s'agissant de la reconnaissance des diplômes, etc., mais de dire non à la motion et de la re-

connaître comme postulat s'agissant de tous les autres points. Cela nous permettra de travailler correctement et harmonieusement dans le respect d'une décision populaire qui ne voulait pas, le 6 décembre, de l'Espace économique européen pour la Suisse.

**Frey Walter**: Herr Bundesrat, ich möchte Sie ganz bescheiden darauf aufmerksam machen, dass man jetzt, wo die Zeit der Emotionen vorbei ist, vielleicht doch anerkennen könnte, dass es sich bei diesem Weg um einen autonomen, spezifisch schweizerischen Weg handelt, der die institutionellen Mängel des Vertragswerkes, beispielsweise die Weiterentwicklung, bei der wir nicht hätten mitbestimmen können, ausschliesst. Ich persönlich sehe eigentlich keinen Grund, warum Sie diese Punkte nur in Postulatsform überwiesen haben möchten. Berichte schreiben, das ist doch nicht Ihre Art. Wir machen jetzt etwas miteinander, das ist viel gescheiter.

*Bedarfsgerechtes Aus- und Weiterbildungssystem  
Système adéquat de formation et de perfectionnement  
Ueberwiesen – Transmis*

*Uebrigere Punkte – Autres points*

*Abstimmung – Vote*

Für Ueberweisung als Postulat	85 Stimmen
Für Ueberweisung als Motion	50 Stimmen

92.3185

## Motion Loeb François

### Auswirkungen von Verfassungs- bzw. Gesetzesvorlagen und von Verordnungen auf die Marktwirtschaft

#### Incidence des projets constitutionnels, législatifs et réglementaires sur l'économie de marché

*Wortlaut der Motion vom 3. Juni 1992*

Der Bundesrat will ein Revitalisierungs-Programm für die Wirtschaft in der Schweiz lancieren. Dieses kann nur Erfolg haben, wenn die staatlichen Rahmenbedingungen für das Funktionieren der Marktwirtschaft optimal gestaltet sind.

Der Bundesrat wird deshalb beauftragt:

1. in den Botschaften zu Verfassungs- und Gesetzesvorlagen die Auswirkungen der jeweiligen Vorlage auf das Funktionieren der Marktwirtschaft darzustellen;
2. dasselbe verwaltungsintern beim Erlass von neuen Verordnungen durchzuführen;
3. bei den in Kraft stehenden Gesetzen und Verordnungen die Auswirkungen auf die Marktwirtschaft summarisch zu prüfen. Den eidgenössischen Räten ist vom Bundesrat innert nützlicher Frist ein entsprechender Bericht mit konkreten Verbesserungsvorschlägen und einem Massnahmenkatalog vorzulegen.

*Texte de la motion du 3 juin 1992*

Le Conseil fédéral a l'intention de lancer un programme de revitalisation de l'économie. Pour qu'il réussisse, il faut que les conditions-cadres dont dispose l'Etat permettent à l'économie de marché de fonctionner parfaitement.

Je charge donc le Conseil fédéral:

1. de faire apparaître un nouveau chapitre dans tout message accompagnant un projet, législatif ou constitutionnel, chapitre où il exposera aux parlementaires les conséquences de ce projet sur le fonctionnement de l'économie de marché;
2. d'agir de même, au sein de l'administration, pour toute nouvelle ordonnance;

## **Motion Frey Walter Reformen in der schweizerischen Arbeitsmarktpolitik**

## **Motion Frey Walter Réforme de la politique du marché du travail en Suisse**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.3219
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1992 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2532-2535
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 045

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.